

B. COMPLEMENT D'IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

- Agriculteur personne physique Agriculteur personne morale hors GAEC (SCEA...) GAEC Lycée
 Chambre d'agriculture CUMA GIEE Groupe de projet M16
 Autre structure collective

C. COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse permanente du demandeur : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

☎ : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

Téléphone portable professionnel : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

N° de télécopie : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

Mél : _____

Coordonnées du responsable du projet (si différent) :

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

☎ : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

Téléphone portable professionnel : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

N° de télécopie : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|

Mél : _____

D. COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. La Direction départementale des territoires connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB indiquant le n° IBAN :

IBAN : |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|

BIC : |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|

Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

E. CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Pour les personnes physiques

- Etes-vous exploitant : Agriculteur à titre principal (ATP)
 Agriculteur à titre secondaire (ATS)
- Etes-vous installé depuis moins de 4 ans ? oui non en cours d'installation
- Bénéficiez-vous de la DJA ? oui non

Pour les personnes morales :

Nombre d'associés – exploitants pour les formes sociétaires : |_|_|

Pour tous les associés						Pour les associés exploitants installés depuis moins de 4 ans					
Civilité Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 4 ans	Bénéficiaire DJA		Non bénéficiaire DJA		Si installé depuis moins de 4 ans sans DJA	Si en cours d'installatio n
						Date CJA Ou date d'attribution de la DJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	Titulaire CPA ou en cours de processus CPA	Plan d'entreprise (PE)	Date installation MSA	Date de dépôt de dossier JA en DDT/M ou date enregistrement CFE
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation			<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation			<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation			<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation			<input type="checkbox"/> oui Si oui, niveau de diplôme : _____ <input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, investissements prévus dans PE : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

Pour les groupements d'agriculteurs :

➤ CUMA, GIEE, groupe de projet mesure 16, groupements d'agriculteurs (toute structure collective)

■ Nombre d'exploitants agricoles du groupement qui participent à l'investissement : |_|_|_|

■ Liste de la totalité des personnes physiques ou morales (en qualité d'adhérents, d'associés, etc.) membres du groupement :
Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous le nombre d'adhérents est supérieur à 15.

N°	Nom et prénom ou dénomination de la société	Code postal commune	Nom commune	N° SIRET (ou PACAGE)	Remplit la condition d'âge (*)	Participant au projet
1					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
2					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
3					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
4					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
5					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
6					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
7					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
8					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
9					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
10					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
11					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
12					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
13					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
14					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
15					<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui

(*) : Il n'est pas nécessaire de compléter cette information pour toutes les personnes composant le groupement (une seule personne remplissant la condition d'âge suffit : joindre le document probant).

(3) Si, au moment du dépôt de la demande, votre exploitation n'est pas aux normes au regard de la gestion des effluents d'élevage, vous ne pouvez pas accéder à l'aide (sauf si un délai de mise aux normes est en cours)

(4) Si, au moment du dépôt de la demande, votre exploitation n'est pas aux normes au regard du bien-être des animaux, vous ne pouvez pas accéder à l'aide pour l'atelier concerné.

E. ATELIERS CONCERNES PAR L'INVESTISSEMENT

1. Elevage

	Effectif total de l'exploitation	Effectifs concernés par l'investissement
Vaches laitières		
Vaches allaitantes		
Génisses lait		
Génisses viande		
Taurillons ou bœufs		
Veaux de boucherie		
Brebis lait		
Brebis viande		
Chèvres		
Porcs naisseurs		
Porcs engraissement		
Poules pondeuses		
Volailles de chair		
Palmipèdes à foie gras		
Lapins		
Autres animaux, précisez : _____		

2. Production végétale

	Nombre d'hectares concernés par l'investissement
Grandes cultures	ha
Cultures fourragères	ha
Arboriculture	ha
Horticulture	ha
Maraichage	ha
Cultures spécialisées	ha
Autres cultures, précisez : _____	ha

3. DESCRIPTION DU PROJET

A. LOCALISATION DU PROJET

Localisation du projet (site de transformation ou local de vente) : Identique à la localisation du siège de l'exploitation

Sinon, préciser l'adresse : _____ Code postal : |_|_|_| |_|_|_| |_| Commune : _____

N° SIRET du site de transformation : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

B. LIBELLE DU PROJET

L'intitulé doit être court et explicite

C. PRESENTATION DETAILLEE DU PROJET

Type d'investissement :

- Transformation _____
- Vente / commercialisation _____
- Stockage _____
- _____
- _____
- _____
- _____

Description de l'atelier de production concerné, présentation synthétique de l'opération, objectifs). Vous pouvez joindre à votre demande tout autre élément de description que vous jugerez pertinent.

■ Si l'investissement concerne la vente / commercialisation :

■ quels sont les produits concernés par le projet (liste exhaustive) ? : _____

■ Si atelier de stockage :

■ quels sont les produits concernés par le projet (liste exhaustive) ? : _____

■ Si atelier de transformation :

■ quels sont les produits entrants dans l'atelier de transformation (liste exhaustive) ? : _____

■ quels sont les produits sortants de l'atelier de transformation (liste exhaustive) ? : _____

Dans le cas d'un atelier de transformation, joindre la déclaration des aides perçues au titre des règlements « de minimis » au cours des 3 dernières années

D. CARACTERISTIQUES DU PROJET

Type de production principale concernée par le projet : _____

■ Le projet d'investissement s'inscrit-il dans le projet :

- d'un projet lié à une opération soutenue au titre de la mesure 16.1 (PEI) du PDR ? oui non

■ Nombre de personnes directement consacrée aux activités de transformation et de vente : _____

(en particulier pour les GAEC, les autres formes sociétaires, les lycées agricoles et les associations)

E. DESCRIPTION DES TRAVAUX

■ Etes-vous propriétaire du terrain d'implantation et/ou du bâtiment ?

oui non (si non, veuillez joindre l'attestation complétée par le propriétaire, y compris lorsque le propriétaire est associé-exploitant)

Types de travaux :

construction neuve extension d'un bâtiment existant rénovation d'un bâtiment existant

pas de travaux (équipements)

F. CALENDRIER PREVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS

■ Date prévisionnelle de début de projet* : _____ (mois, année)

■ Date prévisionnelle de fin de projet* : _____ (mois, année)

**il s'agira ici, par exemple, de la date de début ou de fin des travaux ou des commandes de matériel*

Rappel : les travaux devront être réalisés dans un délai maximal de 2 ans après le commencement du projet

4- INDICATEURS TRANSVERSAUX PCAE

■ Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 4 ans ?

oui avec DJA oui sans DJA non

■ L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?

oui non

■ L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement

non

■ L'exploitation produit-elle sous SIQO (Si oui, indiquer production principale en SIQO)

oui, label rouge

oui, IGP

oui, AOP

oui, autre

non, aucune production sous SIQO

■ L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 (HVE) ?

oui, niveau 2

oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)

non

■ L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?

oui, en cours de contractualisation

oui, exploitation engagée

non

Si oui, quel est le code de cette MAEC (IT 2015-1070) Code : _____

■ Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste filière ci-dessous)

■ Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?

- SAU en ha : _____ ha

- Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :

soumise au RSD soumise déclaration ICPE

soumise enregistrement ICPE soumise autorisation ICPE

■ Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. liste filières ci-dessous) ?

■ Votre projet PCAE permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?

oui

non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ? 0.5 1 1.5 2 plus de 2

6. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

① <u>Financement public</u>			
Identification des financeurs publics sollicités	Montant demandé en €	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	Montant obtenu en €
Financeurs publics sollicités dans la présente demande d'aide au titre du PDR : <ul style="list-style-type: none"> Europe (FEADER) 	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		
Autres financements publics attendus hors PCAE (préciser) : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _	<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Sous-total financement public			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _

② <u>Contributions privées</u>		
Identification du financeur privé	Montant demandé en €	Montant obtenu en €
Préciser : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Sous-total contributions privées		_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _

③ <u>Emprunts</u>			
Identification du prêteur	Montant demandé en €	Type de prêt	Montant obtenu en €
Prêt au taux du marché (préciser la personne morale ou physique banque, société de crédits, ...) : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _	Prêt accordé : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Prêt ayant une subvention équivalente (*) (préciser : banque, société de crédits, ...) : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _	Préciser : (prêt à taux zéro, prêt bonifié JA...) : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
<i>(*) Prêt ayant une subvention équivalente : subvention incluse dans un prêt via un taux d'intérêt inférieur au taux du marché. La différence entre le taux du marché et le taux pratiqué est considérée comme une aide. Les prêts à taux zéro (PTZ), les avances remboursables, les prêts bonifiés sont des prêts qui contiennent une subvention équivalente.</i>			
Sous-total emprunts			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _

④ <u>Financements du demandeur</u>	
Source de financement	Montant en €
Autofinancement	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Autre (préciser) : _____ <i>Exemple : cession d'actif, etc.</i>	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Sous-total financements du demandeur	

TOTAL ① + ② + ③ + ④

TOTAL général = coût du projet (doit être égal au total des dépenses prévues)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
---	----------------------------

7. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom du représentant

légal) : _____

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides aux investissements dans la transformation-commercialisation

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- avoir pris connaissance que l'application de la réglementation relative aux opérations concernant des produits agricoles aura pour effet qu'une dépense d'investissement recevant un début d'exécution avant la date autorisée sera inéligible à l'aide et que si mon projet ne concerne pas les produits agricoles, que le cas échéant l'application de la réglementation relative aux aides d'Etat (régime d'aide avec incitativité) aura pour effet qu'un commencement d'exécution avant la date autorisée rendra inéligible à l'aide l'intégralité de mon projet et ne pas avoir commencé mon opération avant cette date qui sera indiquée dans l'accusé de réception de ma demande d'aide (cette disposition ne s'appliquant donc pas dans le cas où le règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 est utilisé) ;
- respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale) ou, qu'en cas d'exploitation sociétaire ou de projet porté par un groupement d'agriculteurs, au moins l'un des associés exploitants respecte cette condition d'âge ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au guichet unique, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points ;
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information) ;
- être à jour de mes obligations sociales pour l'affilié au régime de protection sociale des non-salariés agricoles ; n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé ;
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements ;
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du Code rural ;
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à projet et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure ;
- avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet ;
- ne pas être une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, et en particulier ne pas faire l'objet d'une procédure d'insolvabilité collective ou personnelle ;
- dans le cas où le produit fini transformé ne rentre pas dans le champ de l'article 42 du TFUE, à ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 87 et 88 du TFUE aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du TFUE aux aides de minimis. Dans ce cas, l'aide octroyée est soumise au règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- garantir la pérennité de l'opération en ce qui concerne les investissements productifs et les infrastructures aidés pendant une durée de cinq ans suivant le paiement final de l'aide en :
 - conservant, maintenant en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements et les infrastructures ayant bénéficié des aides et n'apporter aucune modification substantielle à l'opération sur cette période, et qu'ils respectent les normes en vigueur ; en outre, la pérennité de l'opération n'est pas respectée en cas de changement de propriété d'une infrastructure aidée amenant à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu pendant cette période ;
 - dans le cas d'une activité productive, poursuivant mon (notre) activité productive pendant cette période ;
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;

- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- à permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans ;
- respecter le code des marchés publics pour les structures publiques ou qualifiées de droit public ;
- tenir une comptabilité de l'opération qui permette de suivre de façon individualisée les recettes, les participations publiques et privées inscrites au plan de financement et les dépenses liées à la réalisation de l'opération (factures acquittées ou pièces justificatives équivalentes) ;
- fournir ultérieurement à la demande de l'autorité de gestion et/ou des évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires et les données complémentaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme FEADER 2014-2020 en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés ;
- à assurer la publicité de la participation communautaire et de celle des autres financeurs selon les modalités ci-dessous.

Le bénéficiaire d'une aide comprenant une part co-financée par le FEADER doit faire la publicité du soutien communautaire et des autres financeurs. En particulier, il doit apposer, dans un endroit visible du public :

- pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €

Une affiche ou une plaque explicative (support rigide) de taille minimale A3 (42 X 29,7cm) pendant la durée de l'opération.

Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €, ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :

- pour les projets impliquant des investissements matériels : au moins jusqu'au paiement final de l'aide
- pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.

- Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :

Pendant la mise en œuvre de l'opération : un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3)

Au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux : un panneau permanent significativement plus grand qu'un A3.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union Européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion.

Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- photographies de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.

Fait à _____

le ____ / ____ /20____

Nom, prénom du signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Vos données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants. Ceci dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2033. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données). Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON cedex. Ou par voie électronique feader@bourgognefranche-comte.fr. Pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranche-comte.fr).

8. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE LA DEMANDE

A. PIÈCES RELATIVES A L'ELIGIBILITE DE LA DEMANDE D'AIDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Pièces relatives au demandeur				
Exemplaire original du présent formulaire complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS pour les demandeurs individuels	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ⁽¹⁾	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
ICPE : Preuve de dépôt en ligne	Si installation soumise à la réglementation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie d'une pièce d'identité	Toutes personnes physiques et au moins une personne vérifiant la condition d'âge pour les personnes morales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait K-bis ⁽¹⁾	Pour les formes sociétaires et les CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts à jour	Pour les formes sociétaires, les CUMA et les autres personnes morales (dont fondations, associations, GIEE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Pour les fondations, les associations (dont GIEE sous forme associative)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral de reconnaissance en tant que GIEE)	Pour les GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les associations et les établissements d'enseignement agricole et de recherche Pour les établissements de développement agricole Pour les GIEE et les groupes de projet de la mesure 16 sous forme associative	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Preuve de la représentation légale (et preuve du pouvoir si le signataire n'est pas le représentant légal, dont CUMA)	Pour une personne morale (ou une tutelle ou une curatelle : la fourniture de pièces dont le mandat sera alors nécessaire)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives du projet d'investissement				
Arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux	En cas de travaux	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	En cas de travaux	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs	En cas de travaux	<input type="checkbox"/>		
Plan de développement	Tous	<input type="checkbox"/>		
Attestation bancaire ou comptable vérifiant que l'investissement est compatible avec la viabilité de l'exploitation	Pour les projets avec emprunt et / ou lorsque le demandeur est astreint à la tenue d'une comptabilité avec comptable	<input type="checkbox"/>		
Document de déclaration sanitaire ou copie du récépissé de demande de déclaration sanitaire obtenu auprès de la DD(CS)PP (document CERFA)	Selon activité initiale	<input type="checkbox"/>		
Plans avant et après travaux	Pour la rénovation	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Dérogation à l'agrément sanitaire ou document équivalent pour la remise directe	Selon activité initiale et ateliers pré-existant pour la remise directe	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Etude de marché ou de faisabilité	Pour les projets ayant un montant d'investissement supérieur à 10 000 €	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire (voir annexe 2)	Si le demandeur n'est pas	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
	propriétaire des terrains et/ou bâtiments			
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées	Si de telles ressources financent le projet	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation relative aux aides de minimis (annexe 4)	En cas de produits sortants hors annexe I	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles				
Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. Fournir au minimum : - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT OU - les pièces du marché en cas de procédure formalisée	Tous	<input type="checkbox"/>		
Formulaire de respect de la commande publique	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation de réforme ou de revente du matériel (annexe 1)	En cas de remplacement	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation comptable d'amortissement du matériel	En cas de remplacement	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Identification dans le plan de développement / l'étude de marché	En cas de remplacement	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

B. PIÈCES JUSTIFICATIVES SUPPLÉMENTAIRES SPÉCIFIQUES AUX CRITÈRES DE SÉLECTION

Certains critères de sélection peuvent être partiellement ou totalement justifiés par la présence au dossier des informations du formulaire et les pièces obligatoires (devis détaillés, ...). Les pièces ci-dessous doivent être jointes :

Critère de sélection concerné	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet	Situation/Points
Tous	- Annexe 3	<input type="checkbox"/>			
Public : Jeune agriculteur avec les aides	- Attestation CJA (sauf pour JA en cours d'installation) - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans le cas échéant -	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 12
Public : Jeune agriculteur sans aides à l'installation et touchant la majoration 1er pilier de la PAC	- Notification de l'aide majorée du 1er pilier - Attestation d'inscription MSA	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 10
Actions collectives : Opérations collectives de CUMA, opérations relevant de la coopération (mesure 16 du PDR)	- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16.1 du Programme de développement rural de Bourgogne - Attestation de la structure porteuse du groupe de projet justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8
Actions collectives : opération portée par un GIEE ou l'un de ses adhérents	- Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE) - Certificat d'adhésion au GIEE (si le GIEE ne porte pas le projet d'investissement) - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 8 <input type="checkbox"/> 4
Actions collectives : GAL	- Attestation du GAL que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 5
Actions collectives : Partage d'outils entre exploitants	- Identification du partage dans le plan de développement / l'étude de marché	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 5

ATTESTATION DE REFORME DE MATERIEL

Attestation à compléter si vous sollicitez une aide pour le remplacement d'un matériel existant (possible uniquement si le nouveau matériel apporte un gain qualitatif justifié dans le diagnostic).

Je déclare (nous déclarons) avoir réformé le matériel suivant :

.....

.....

Précisez ci-dessous la destination du matériel réformé (reprise fournisseur à titre gratuit, stockage, revente, ...) :

.....

En cas de revente du matériel, veuillez préciser le montant de la reprise et la date de vente (joindre une copie de la facture) :

.....

Le matériel réformé a-t-il bénéficié de financements publics ? • oui • non

Si oui, j'atteste (nous attestons) sur l'honneur être désengagé(s) de mes (nos) obligations vis-à-vis de ces financements.

Veuillez préciser le(s) nom(s) de(s) l'organisme(s) financeur(s) et l'année d'obtention du financement :

.....

.....

Je déclare (nous déclarons) en outre que le matériel réformé est amorti au plan comptable (joindre une attestation de votre comptable).

Fait à _____ le _____

Signature

Notion « d'entreprise unique » :

Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de minimis entreprise peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000€. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000€ qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise. Par ailleurs si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique », vous disposez d'un seul plafond d'aides de minimis entreprise de 200 000€ commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre entreprise comptabilise bien à la fois les aides de minimis qui lui ont été versées et celles versées aux autres entreprises composant l'entreprise unique au titre du règlement (UE) n°1407/2013 et du règlement (CE) n°1998/2006.

Définition de « l'entreprise unique » :

Une « entreprise unique » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise ;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise ;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci ;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Grille de sélection

Les dossiers de demande d'aide seront examinés dans le cadre des appels à candidatures. Ces dossiers seront ainsi classés selon les critères de sélection et de pondération suivants, répondant aux priorités régionales. Cochez les critères que vous pensez activer.

Critères		Note	Critère activé
Bloc « public » 12 points maximum	Jeune agriculteur percevant les aides à l'installation (prêts bonifiés ou DJA)	12	.
	Jeune agriculteur sans les aides à l'installation et touchant la majoration 1 ^{er} pilier de la PAC	10	.
Bloc « actions collectives » 8 points maximum	Opérations collectives (<i>CUMA, opérations relevant de la mesure 16 du PDR (coopération)</i>)	8	.
	GIEE	8	.
	Opération portée par un adhérent à un GIEE	4	.
	Projet réalisé dans le cadre du programme d'un GAL	5	.
	Partage d'outils entre exploitants (identifié dans l'étude de marché prévisionnelle/le plan de développement)	5	.
Bloc « priorités régionales » 22 points maximum	Création de valeur ajoutée (variation positive de l'EBE dans les 3 ans suivant l'investissement)	10	.
	Création d'emplois (prévision de création d'emploi, même partiel, grâce aux activités de vente ou de transformation, dans les 3 ans suivant l'investissement)	6	.
	Approvisionnement de la restauration collective (identification d'un tel débouché dans l'étude de marché prévisionnelle/le plan de développement)	6	.
Bloc « environnement » 4 points maximum	Equipement économe en eau ou en énergie	4	.
Bloc « qualité » 25 points maximum	Projets sous SIQO hors AB	8	.
	Projets en AB ou conversion AB	10	.
	Construction incluant du bois dans la construction	5	.
	Réalisation d'un audit technico-économique d'exploitation	10	.

Note totale :

Les dossiers avec une note inférieure à 12 ne pourront pas être financés.